Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Sauver la démocratie directe

AZB 3001 Berne - Prix Fr. 35.- annuel - publié mensuellement - 5 500 ex. - www.udc.ch - franc-parler@udc.ch - août 2016

Le 12 août, l'UDC a déposé 116 709 signatures à l'appui de son initiative populaire "Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination)". Conformément à la Constitution fédérale, le peuple suisse et les cantons forment le législateur suprême de notre pays.

L'initiative donne la priorité au régime constitutionnel suisse par rapport au droit international, hormis la partie impérative de celui-ci. La sécurité du droit et la stabilité sont en effet deux piliers essentiels de notre prospérité et de notre performance économique.

Loi sur le renseignement 4-5

Un "OUI" pour plus de sécurité!

Autodétermination 8-9

Stopper l'éviction des citoyens

L'UDC dans les médias en août

20 minutes — Zürich 21°

Actualités | Economie | Rio 2016 | Sports | People | Hi-tech | Lifestyle | Musique

Vaud | Genève | Romandie | Suisse | Monde | Faits divers | Insolite | Science et

Une info à nous transmettre? Une histoire à nous raconter? Ecrivez-nous à web@20minutes.ch

JO de Rio

12 août 2016 21:35; Act: 12.08.2016 22:17

Guy Parmelin défend le sport suisse

Le conseiller fédéral en charge des sports suit les compétiteurs helvètes au Brésil. Swiss olympic est également très présent.

Le président de Swiss Olympic, Jörg Schild, demande depuis plusieurs années 15 millions supplémentaires à la Confédération pour les sports d'élite. Ici, Guy Parmelin à la Maison suisse. (photo: Keystone/swiss olympic)

Tribune de Genève

Genève | Suisse | Monde | Économie | Culture | Sports | Auto | High-Tech | People | Savoi

Politique | Suisse romande | Faits divers | Politblog | Images

Ueli Maurer impose sa vision sur l'asile

Tessin Ueli Maurer fait parler la ligne dure de l'UDC en matière d'asile par le biais des gardes-frontière qu'il a déployés à la frontière sud.

A la tête du DFF, Ueli Maurer a également la main sur le corps des gardes-frontière.
Image: Keystone

Gérer mon abonnement | Newsletter

Bilan — LA RÉFÉRENCE SUISSE DE L'ÉCONOMIE — EDITION NUMÉRIQUE

ECONOMIE | FINANCE | ENTREPRISES | TECHNO | LUXE | IMMOBILIER

SOUS LA LOUPE | BREXIT | JEUX OLYMPIQUES |

UNION EUROPÉENNE 5 Août 2016

Christoph Blocher refuse l'accord-cadre Suisse-UE

PAR AWP Le tribun de l'UDC Christoph Blocher lance une campagne contre l'accord-cadre qui pourrait prochainement lier la Suisse à l'Union européenne et résoudre certains blocages.

Le mot du président

Migration: une très lourde hypothèque pour nos enfants

En tant que père de deux enfants et président de parti, je suis extrêmement préoccupé et fâché que le Conseil fédéral suisse et le Parlement, contrairement à de nombreux autres pays européens, refusent encore obstinément d'introduire des contrôles systématiques aux frontières, aux « hotspots » de notre pays, avec le soutien de l'armée. Il est grand temps d'envoyer aux bandes de passeurs criminels le signal univoque que les migrants illégaux n'ont aucune chance de passer. C'est le seul moyen de juguler le brutal trafic d'êtres humains.

La gauche critique actuellement la situation à Côme. Or c'est précisément elle qui en porte la responsabilité, en incitant des milliers de personnes à emprunter la dangereuse voie maritime, dans le faux espoir de trouver le Pays de Cocagne. C'est bien cela que font les politiciens et politiciennes qui affichent leur pseudo-humanisme hypocrite et conseillent probablement les migrants à Côme sur la façon de se comporter pour parvenir en Suisse. Ce faisant, ils se rangent du côté des passeurs criminels.

Les garde-frontières font leur travail correctement en ne laissant passer que ceux qui déclarent dès la première fois de manière crédible vouloir demander asile en Suisse. Tous les autres qui souhaitent uniquement traverser ou reviennent, sont renvoyés en Italie. Qu'on ne vienne pas me dire que quelqu'un qui est réellement persécuté et craint pour sa vie et son intégrité physique ne cherche pas la protection du premier pays possible, mais décide lui-même où il se plairait le mieux.

Le conseiller fédéral Ueli Maurer fait avec son corps de garde-frontières un travail remarquable. Il est cependant nécessaire de prendre des mesures supplémentaires contre l'immigration de masse. Aucune autre option ne peut être défendue vis-à-vis de nos enfants et petits-enfants, qui devront un jour payer les pots cassés.

Albert Rösti

Albert Rösti, conseiller national, président de l'UDC Suisse

Pour une Suisse libre, indépendante et souveraine

par Gabriel Lüchinger, secrétaire général de l'UDC Suisse

Après quelques années de service diplomatique dans le monde arabe et à la suite de l'élection par le comité le 22 avril 2016 à Langenthal, j'ai pris mes fonctions de nouveau secrétaire général de l'UDC Suisse le 1er juillet. Mon engagement au nom de notre parti pour une Suisse libre, indépendante et souveraine se situe pour moi et pour le Secrétariat général, au premier rang des priorités politiques.

Démocratie directe menacée
Notre démocratie directe, qui a fait ses preuves et est décisive pour la souveraineté et la prospérité de notre pays, est à ce jour plus que jamais menacée, à plusieurs égards. Un accord-cadre avec l'UE sonnerait le glas de notre indépendance et de notre autodétermination, et remettrait en question la place de notre Constitution. L'UDC combattra ces attaques contre les piliers de notre succès.

Le défi de l'immigration incontrôlée
Nous faisons face à d'immenses défis, dans le contexte de l'immigration illégale incontrôlée de dizaines de milliers de personnes, pour la plupart à la recherche d'une vie meilleure. Il serait naïf de croire que la migration due à la pauvreté en provenance d'Afrique et du monde musulman est sur le point de cesser. Notre système d'asile, qui n'a pas été conçu pour cela, est totalement dépassé et les communes sont confrontées à des charges financières difficilement supportables à long terme. C'est aussi une conséquence du système de Schengen/Dublin, de facto mort et enterré, qui a conduit à la levée inconsidérée des contrôles aux frontières extérieures de l'Europe. L'UDC et ses deux conseillers fédéraux doivent continuer de faire front sans fléchir, ou notre population le paiera très cher.

Retour à l'autodétermination
L'immigration vers notre pays doit être adaptée aux intérêts de notre économie – grâce à l'UDC, c'est inscrit dans notre Constitution – et nous devons contrôler nos frontières dans la mesure du possible. Tout cela va en réalité de soi pour toute nation souveraine sur cette planète. Il faut penser en premier lieu aux citoyens et citoyennes du pays. C'est pourquoi notre parti doit serrer les rangs et garder à l'esprit les raisons pour lesquelles les Suisses et Suissesses nous donnent leur voix: ceux qui votent UDC savent que notre parti garantit un engagement sans relâche pour une Confédération libre.

Gabriel Lüchinger

né le 8 février 1977, marié, vit à Herzogenbuchsee (BE)

Etudes en droit et relations internationales

2003-2005: Collaborateur juridique au Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)

2006-2008: Collaborateur scientifique au secrétariat général de l'UDC Suisse

2008-2010: Chef-adjoint du service protocolaire du DDPS et collaborateur de l'Etat major du conseiller fédéral Ueli Maurer

2010-2014: Attaché de défense à l'ambassade de Suisse au Caire

2014-2016: Attaché de défense à l'ambassade de Suisse à Abou Dabi

Depuis juillet 2016: Secrétaire général de l'UDC Suisse

Loi sur le renseignement: dire «oui» pour notre sécurité

Le 25 septembre 2016, nous voterons au sujet de la loi fédérale sur le renseignement (LRens). Un «oui» à cette loi est absolument nécessaire. Les moyens à disposition du service de renseignement pour l'obtention d'informations sensibles sont insuffisants dans l'environnement technologique actuel.

par Beat Arnold, conseiller national, responsable du domaine sécurité de l'UDC, Schattdorf (UR)

Le service de renseignement a impérativement besoin de moyens adaptés à l'état de la technique. Il est positif que l'on veille en parallèle, par un système d'autorisation, à ce que ces moyens ne soient utilisés qu'avec parcimonie et dans des cas justifiés. On ne saurait dès lors parler de «surveillance généralisée», comme l'affirment les adversaires, alors que l'atteinte à la liberté individuelle a été réduite au minimum absolu. C'est l'une des raisons pour lesquelles le Parlement a adopté la loi sur le renseignement à une nette majorité : le Conseil national à 145 voix contre 41 et 8 abstentions, le Conseil des États à 35 voix contre 5 et 3 abstentions. Vous aussi, votez «oui»!

«On s'attend actuellement à ce que de telles mesures doivent être prises dans une douzaine de cas par an. Le nombre peut paraître négligeable, mais ces rares cas représentent un énorme danger pour la population.»

Les services de renseignement ne sont pas une invention de l'ère moderne. Les autorités de l'ancienne Confédération avaient elles aussi besoin de renseignements et d'informations, pour pouvoir prendre suffisamment tôt des mesures contre les dangers potentiels La législation relative aux services de renseignement s'adapte aux menaces auxquelles un État, en l'occurrence la Suisse, doit faire face. Parallèlement, les instances politiques et spécialisées contrôlent, comme il se doit, la légalité des actes du service de renseignement.

Pourquoi a-t-on besoin d'un service de renseignement?
L'un des buts de la Confédération suisse, inscrit à l'article 2 de la Confédération suisse, est de préserver la sécurité du pays. Pour remplir cet objectif de première importance, la Suisse a construit un réseau constitué de différentes unités jouant un rôle dans la sécurité, chacune ayant une mission spécifique. Ce puzzle comporte notamment la police, les tribunaux, les autorités d'exécution des peines et, justement, le service de renseignement. Le puzzle n'est complet qu'avec toutes ces instances.

Structure du nouveau et de l'ancien service de renseignement
Le service de renseignement existe dans sa forme actuelle depuis 2010. C'est cette année-là qu'ont été fusionnés le «Service de renseignement stratégique» et le «Service d'analyse et de prévention». La base juridique du service est actuellement pour l'essentiel répartie entre deux actes législatifs : la loi fédérale sur le renseignement civil (LFRC) et la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI). Ces lois définissent comment le service de renseigne-

ment peut se procurer ses informations. Il est à présent prévu de soumettre le service de renseignement à une seule loi, la loi sur le renseignement.

Atteinte proportionnée à la liberté individuelle

Toute forme de contrôle dans l'intérêt de la sécurité entraîne une certaine restriction à la liberté individuelle. Lors de l'élaboration de la loi sur le service de renseignement, cette atteinte a été limitée au minimum, afin d'empêcher une surveillance généralisée. Les citoyens qui n'ont rien à se reprocher ne devraient pas se retrouver sur le « radar » du service de renseignement. Pour s'en assurer, il a été décidé de mesures techniques applicables à la surveillance sur Internet (dite exploration du réseau câblé), afin que le service de renseignement n'ait accès qu'à des informations pertinentes.

Nécessité de modifications matérielles

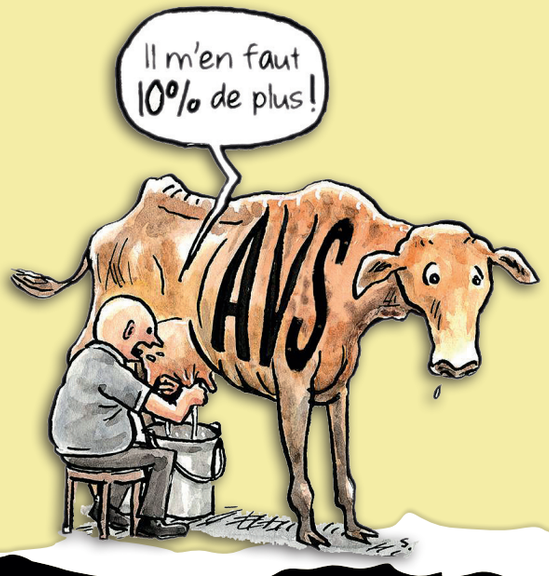
Le service de renseignement de la Confédération est un service restreint mais efficace. En adoptant la loi sur le service de renseignement, le Parlement réagit aux menaces modernes susceptibles de viser la Suisse. Aujourd'hui, le service de renseignement ne peut se procurer des informations que dans des lieux accessibles au public. Eu égard à la complexité croissante des menaces, il a urgemment besoin de possibilités supplémentaires d'acquérir et analyser des informations. Parmi les nouvelles possibilités prévues figurent l'utilisation d'appareils de localisation et de surveillance en des lieux non publics, la pénétration de systèmes et réseaux informatiques, ainsi que la fouille de locaux, véhicules ou conteneurs. Bien entendu, de telles mesures ne peuvent être ordonnées qu'en présence d'une menace concrète pour la sécurité intérieure ou extérieure de la Suisse et lorsque la mesure a été validée dans le cas concret par le Ministre de la défense (après consultation des Départements de la justice et des affaires étrangères). On s'attend actuellement à ce que de telles mesures doivent être prises dans une douzaine de cas par an. Le nombre peut paraître négligeable, mais ces rares cas représentent un énorme danger pour la population. C'est pourquoi il est indispensable de voter «oui» à la loi sur le renseignement le 25 septembre 2016.

Beat Arnold, conseiller national responsable du domaine sécurité de l'UDC, Schattdorf (UR)

Non à une hausse des rentes AVS selon le principe de l'arrosoir !

- Les dépenses de l'AVS dépassent déjà ses recettes. D'ici à 2030, il manquera 7 milliards par an pour les rentes.
- La gauche s'en moque. Elle demande d'augmenter les rentes de 10 %.
- Ce cadeau, offert également aux retraités aisés, coûtera jusqu'à 5,5 milliards de francs par an.

Nous n'avons pas le droit de creuser encore davantage les déficits de l'AVS !



www.avsplus-non.ch

Initiative AVSplus **NON**

NON à l'initiative antisociale AVSplus!

L'assurance-vieillesse et survivants (AVS) est une success-story. Elle assure le minimum vital à la retraite et fait partie de notre prévoyance vieillesse.

Malheureusement, les finances de l'AVS sont au plus mal : en 2014, l'AVS a dépensé davantage que ce qu'elle a encaissé. Si aucune mesure n'est prise pour résoudre le problème, l'AVS subira un déficit annuel de 7.5 milliards d'ici 2030. Ce déséquilibre financier a deux causes : premièrement, l'espérance de vie a augmenté de plus de 7 ans depuis l'introduction de l'AVS en 1948. Deuxièmement, le faible taux de natalité depuis les années 60 a eu pour effet une augmentation du nombre de rentiers, alors que les actifs qui financent les rentes sont de moins en moins nombreux.

Le Conseil fédéral a identifié le problème et lancé une révision de la prévoyance vieillesse. Actuellement, le Parlement élabore des mesures visant à ce qu'à l'avenir encore, chaque Suisse et chaque Suissesse puisse profiter d'une prévoyance vieillesse de qualité, sûre et stable.

L'acceptation de l'initiative obligerait à trouver chaque année 5.5 milliards de francs supplémentaires d'ici 2030. Ce montant s'ajouterait donc au déficit de 7.5 milliards de francs déjà prévisible.

Antisociale et injuste

L'initiative AVSplus veut augmenter toutes les rentes de 10%. Ce qui paraît inoffensif et réjouissant de prime abord pour tous les bénéficiaires de rentes risque d'évoluer vers un véritable boomerang social : scrutée de plus près, l'initiative AVSplus, soi-disant sociale, s'avère hautement antisociale !

Pourquoi? L'augmentation de 10% des rentes AVS ferait encore accroître le coût de l'AVS de 5.5 milliards de francs. Ajoutés aux 7.5 milliards qui manqueront de toute façon sans réforme jusqu'à 2030, cela donne un trou annuel de 13 milliards de francs. Ces dettes devraient être assumées par les générations futures. C'est antisocial !

Ne profite pas à ceux qui en ont besoin

Les initiateurs affirment que les personnes moins bien loties financièrement profiteraient tout particulièrement de l'initiative. C'est tout le contraire : puisque tous les retraités bénéficieront de la même augmentation de rente, ce sont les personnes touchant déjà une rente AVS confortable et les riches qui en profiteraient. Les pauvres, au contraire, n'y ont aucun intérêt : si leur rente AVS augmente, ils perdront des prestations complémentaires. Sachant que les rentes AVS sont imposables, contrairement aux prestations complémentaires, leur rente de vieillesse serait au final inférieure au montant actuel ! Cela non plus n'est pas social. D'où mon bilan : L'initiative AVSplus est irresponsable et n'aide pas ceux qui en ont besoin. C'est pourquoi je vous enjoins de dire NON à cette initiative nuisible le 25 septembre 2016.

Raymond Clottu, conseiller national, La Brévine (NE)

Stopper l'éviction d

Le 12 août, l'UDC a déposé 116 709 signatures à l'appui de son initiative populaire "Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination)" et marqué cet événement par une conférence de presse. Conformément à la Constitution fédérale, le peuple suisse et les cantons forment le législateur suprême de notre pays. Or, le Parlement, le gouvernement, l'administration, la justice et les professeurs de droit ont constitué une alliance inquiétante pour destituer sournoisement le constituant.

L'initiative pour l'autodétermination corrige ce cap dangereux en réaffirmant la Constitution fédérale dans son rôle de source suprême du droit de la Confédération suisse et en donnant la priorité au régime constitutionnel suisse par rapport au droit international, hormis la partie impérative de celui-ci. La sécurité du droit et la stabilité sont en effet deux piliers essentiels de notre prospérité et de notre performance économique

L'autodétermination législative de la Suisse est constamment minée. Des exemples parmi d'autres pour illustrer ce constat : le peuple et les cantons ont exigé une gestion autonome de l'immigration et accepté l'initiative sur l'internement. Or, la politique et les tribunaux refusent d'appliquer ces deux articles constitutionnels en invoquant des dispositions du droit international non impératif (ledit droit des peuples). L'intention est évidente : ces milieux cherchent à restreindre la démocratie directe, donc à éliminer cette particularité suisse qui fait des citoyennes et des citoyens le souverain dans l'Etat. Il s'agit là d'un coup d'Etat, d'une attaque frontale contre la hiérarchie constitutionnelle de notre régime étatique.

Pour stopper ce développement, l'initiative pour l'autodétermination "Le droit suisse au lieu de juges étrangers" formule les exigences suivantes :

Le 12 août, l'UDC a déposé 116 709 signatures à l'appui de son initiative populaire pour l'autodétermination.

- sauvegarder la sécurité du droit et la stabilité en clarifiant le rapport entre le droit national et le droit international;
- sauvegarder l'autodétermination des Suissesses et des Suisses et avec elle une démocratie directe unique au monde;
- faire du droit constitutionnel fixé par le peuple et les cantons la source de droit suprême de l'Etat;
- empêcher qu'une "élitocratie" (administration, gouvernement, juges, professeurs) destitue progressivement le peuple de son rôle de souverain;
- empêcher une reprise automatique ("dynamique") de droit UE et de droit international (droit des peuples);
- sauvegarder l'indépendance et, partant, garantir la liberté et la prospérité;
- obliger le Conseil fédéral et le Parlement de respecter à nouveau la volonté du peuple et d'appliquer les décisions populaires, par exemple en ce qui concerne la gestion de l'immigration ou l'initiative sur l'internement.

«Environ la moitié du travail législatif annuel au niveau de la Confédération est provoquée par des règlementations internationales. Pour sauvegarder notre liberté d'action en politique économique et, partant, notre compétitivité globale, nous devons à nouveau définir nous-mêmes nos règles et notre droit.»

Hansjörg Knecht, conseiller national et entrepreneur

des citoyens

«L'intention de cette politique est de restreindre, voire éliminer carrément la démocratie directe, donc cette particularité suisse qui fait des citoyens le souverain de l'Etat. Il s'agit là, ni plus, ni moins, d'un coup d'Etat contre la hiérarchie fixée par la Constitution fédérale dans le système étatique suisse.»

Christoph Blocher, responsable stratégie de l'UDC Suisse

«La règle juridique "Priorité du droit international" signifie politiquement la fin de la démocratie directe. Les apologètes du droit international sont les ennemis de la démocratie directe.»

Hans-Ueli Vogt, conseiller national, professeur de droit

«L'autodétermination dans des domaines existentiels est indispensable à notre pays. L'accord de Schengen illustre parfaitement les effets nocifs que peut avoir le droit UE pour notre pays et sa population.»

Barbara Keller-Inhelder, conseillère nationale et entrepreneuse

«L'assujettissement direct de la Suisse au droit UE via des "accords-cadres" ou moyennant d'autres manœuvres politiques sonnerait le glas aussi bien de la démocratie directe que du fédéralisme.»

Oskar Freysinger, conseiller d'Etat, vice-président de l'UDC Suisse

«Un exemple récent d'une immixtion intolérable des juges dans une décision prise par le peuple: en cas de recours contre l'application de l'initiative sur l'immigration de masse, les juges de Lausanne donneront la priorité à l'accord de libre circulation des personnes par rapport à la Constitution suisse. Une monstruosité et une violation évidente de la séparation des pouvoirs.»

Albert Rösti, conseiller national, président de l'UDC Suisse

PRIVATIONS MASSIVES POUR TOUS !

AIDEZ-NOUS À EMPÊCHER LE DIKTAT DES VERTS ! POUR EN SAVOIR PLUS :

WWW.VERT-EXTREME-NON.CH

L'initiative extrême des Verts veut contraindre la Suisse à diminuer sa consommation actuelle de ressources d'au moins 65%. Cette proposition torpille l'économie suisse et menace des places de travail. Elle implique aussi un contrôle accru de nos choix individuels par l'Etat, qui pourra piloter nos vies. Le diktat des Verts se traduira par des contraintes très fortes et par une hausse des prix. Il obligera les Suisses à modifier radicalement leur mode de vie en termes d'alimentation, de mobilité et de logement, pour vivre nettement moins bien qu'aujourd'hui.

- **Contraintes extrêmes**
  Limitation imposée pour la consommation de viande, de produits laitiers, de fruits et de poissons importés
- **Forte augmentation des prix**
  Augmentation massive des taxes sur l'essence, le diesel, le mazout et l'électricité
- **Economie planifiée verte**
  Toujours plus de restrictions de consommation et de règlementation de la production
- **Diktat vert au quotidien**
  Des appartements plus petits, moins chauffés et des loisirs limités

Votation fédérale du 25 septembre 2016

NON À L'INITIATIVE EXTRÊME DES VERTS « ÉCONOMIE VERTE »

Non au diktat écologiste

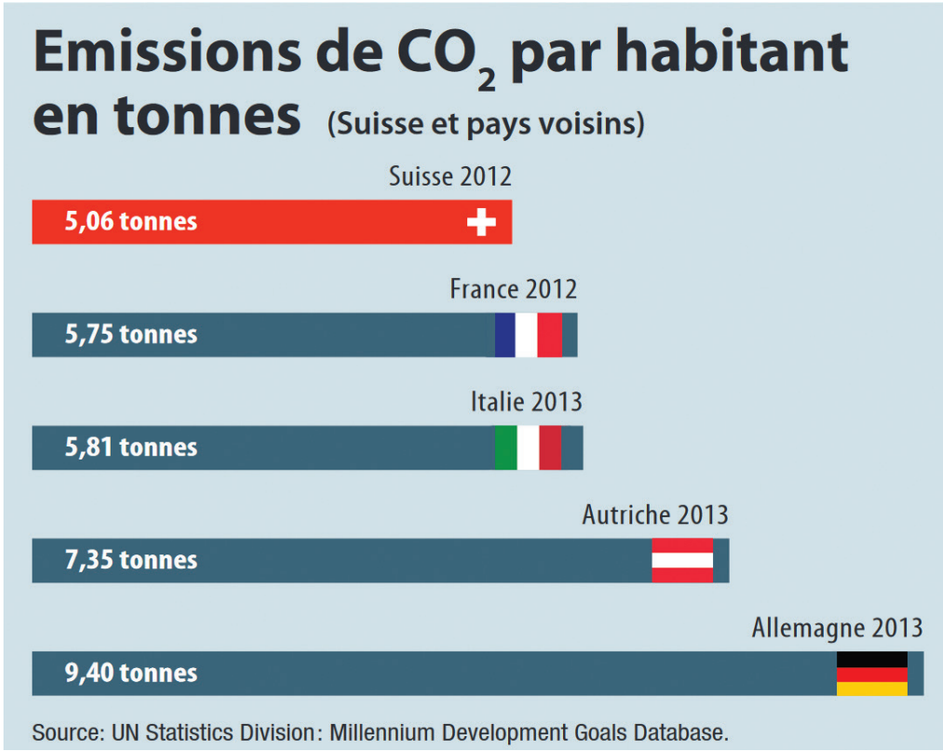
C'est une volée de bois vert que méritent les Verts ! Car leur initiative « Economie verte » est maladroite, dangereuse, extrême. Dire oui, le 25 septembre, à ce texte « Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources », c'est introduire des privations massives pour toute la population.

Les Suissesses et les Suisses ne sont peut-être pas toujours parfaits : mais il y a des domaines dans lesquels notre pays est exemplaire. Celui du recyclage, par exemple. Sans aucune contrainte légale, la Suisse recycle le 96% du verre, le 92% des cannettes d'aluminium ou encore le 91% du papier.

Conscients de nos ressources

C'est dire si nous sommes conscients de nos ressources et de leur utilisation et que nous les utilisons avec efficacité : d'ailleurs l'Agence européenne de l'environnement le confirme. Sans oublier que de nombreuses entreprises suisses sont leaders en matière de durabilité.

Les Suissesses et les Suisses ne sont peut-être pas irréprochables: mais ils ont, et les agriculteurs en premier, conscience de la valeur de l'environnement. Et nous en prenons soin.



La Suisse n'est pas seulement exemplaire dans le domaine du recyclage mais elle figure aussi parmi les pays industrialisés qui produisent le moins de CO_2.

> **«En un mot, les Verts – au nom d'une écologie dogmatique – violent les libertés individuelles du citoyen et menacent les emplois.»**

Diviser notre consommation par trois

L'empreinte écologique de la Suisse est composée, à 60%, des domaines du logement, de l'alimentation et de la mobilité. Pour atteindre l'objectif de l'initiative des Verts, nous devrions réduire la consommation de nos ressources de 65%. C'est-à-dire, diminuer la surface occupée par chaque habitant et réduire la consommation d'énergie. C'est-à-dire restreindre le nombre de kilomètres parcourus, y compris en transport public ! C'est-à-dire encore restreindre, voire carrément supprimer la consommation de produits à fort impact comme la viande ou les produits laitiers !

Une écologie dogmatique

Et pour appliquer pareille initiative, les Verts s'en remettent à l'Etat: l'administration dicterait le comportement de consommation du citoyen, introduirait des mesures qui augmenteront les prix, renchériront les logements et les transports. En un mot, les Verts – au nom d'une écologie dogmatique – violent les libertés individuelles du citoyen et menacent les emplois.

Vraiment les Verts exagèrent ! Le citoyen suisse est intelligent et responsable. A ce diktat vert, il faut impérativement répondre par un feu rouge !

Pierre-André Page, conseiller national, Chatonnaye (FR)

Pour la voie bilatérale – non au rattachement à l'UE

Renforcer et soutenez le comité «Non à l'adhésion insidieuse à l'UE» (www.eu-no.ch) et participez au combat contre un rattachement fatal de la Suisse à l'UE:

Comité «Non à l'adhésion insidieuse à l'UE»
www.eu-no.ch

- ☐ **Je veux devenir membre.**
- ☐ **Je veux d'abord examiner les documents du comité.**
- ☐ **Veuillez m'envoyer un bulletin de versement.**

Nom: Prénom:

Rue / No:

NP / Lieu:

Comité «Non à l'adhésion insidieuse à l'UE», case postale 54, 8416 Flaach
info@eu-no.ch, CCP: 85-126820-7, www.eu-no.ch

VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 60'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.

Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**.

Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

dietschi PRINT&DESIGN OLTEN

BIEN PLUS QU'UNE IMPRIMERIE

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG
Ziegelfeldstrasse 60
4601 Olten
T 062 205 75 75
www.dietschi-pd.ch

IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Crausaz | Crédit images: UDC Suisse, admin.ch., VBS/DDPS.

Respect de la volonté populaire dans les négociations avec l'UE

De nombreux citoyens de l'UE perçoivent celle-ci comme non démocratique. Le gouffre séparant Bruxelles de ses administrés donne régulièrement lieu à l'édiction acharnée de normes à tout va. Une grande partie des citoyens européens peine aussi à comprendre pourquoi ils ne peuvent plus décider eux-mêmes du choix et du nombre de réfugiés et migrants autorisés à entrer dans le pays. C'est pour ne plus subir ces dysfonctionnements que le Royaume-Uni a décidé par référendum, le 23 juin, de quitter l'UE.

Quelles sont les conséquences de cette décision des Britanniques pour notre pays? La Suisse se bat elle aussi pour davantage de marge de manœuvre dans sa relation avec l'UE – jusqu'ici en vain. La décision populaire britannique permet d'espérer que l'UE fasse preuve d'une meilleure capacité d'autocritique, reconnaisse la nécessité de réformes en son sein et se montre dorénavant plus dynamique dans les négociations avec les États avec qui elle a signé des accords. En ce qui concerne la relation de la Suisse avec l'UE, il y a dans l'immédiat deux objets prioritaires à traiter.

«La décision populaire britannique permet d'espérer que l'UE fasse preuve d'une meilleure capacité d'autocritique, reconnaisse la nécessité de réformes en son sein et se montre dorénavant plus dynamique dans les négociations avec les États avec qui elle a signé des accords.»

Mettre en œuvre efficacement l'article sur l'immigration de masse

Il y a deux ans et demi, la majorité de la population suisse a décidé de reprendre en main le contrôle de l'immigration. Une solution consensuelle semble se dessiner, et sera discutée par le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann et le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker le 19 septembre. Il s'agit d'une sorte de clause de sauvegarde qui ne viole pas l'Accord sur la libre circulation des personnes, mais offre la possibilité de limiter l'immigration. À défaut de s'entendre avec l'UE, le Conseil fédéral devra prendre unilatéralement des mesures permettant de résoudre le problème. Ce faisant, il ne doit pas se laisser guider par la crainte que l'UE résilie les Bilatérales. Une résiliation est, quoi qu'il en soit, hautement improbable, compte tenu de l'utilité de ces accords pour l'UE.

Un contrat-cadre restrictif est inacceptable pour la Suisse

Le second objet de négociations est l'«Accord-cadre sur les questions institutionnelles». L'UE y exige notamment de la Suisse la reprise automatique de ses lois, dans la mesure où celles-ci touchent aux accords bilatéraux. Mais ce n'est pas tout : la Suisse devrait aussi reconnaître la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) comme instance suprême. Il faut tout faire pour empêcher un tel pacte de soumission ! La Suisse perdrait ainsi son autodétermination et son indépendance. Nous serions livrés à l'arbitraire de l'UE et perdrions la maîtrise de notre politique relative aux étrangers, à l'asile, au marché du travail et dans de nombreux autres domaines.

Le Conseil fédéral doit se montrer habile dans les négociations et d'une fermeté à toute épreuve

Reste une grande question : le Conseil fédéral et ses négociateurs auront-ils, dans les pourparlers avec Bruxelles, l'expérience, l'habileté, l'assurance, mais aussi la force de persuasion nécessaires pour défendre efficacement et avec succès la volonté du peuple suisse? Je l'espère – malgré de forts doutes!

Yvette Estermann, conseillère nationale, Kriens (LU)

Pour la voie bilatérale – non au rattachement à l'UE

Renforcer et soutenez le comité «Non à l'adhésion insidieuse à l'UE» (www.eu-no.ch) et participez au combat contre un rattachement fatal de la Suisse à l'UE:

- ☐ Je veux devenir membre.
- ☐ Je veux d'abord examiner les documents du comité.
- ☐ Veuillez m'envoyer un bulletin de versement.

Nom: Prénom:

Rue / No:

NP / Lieu:

Comité «Non à l'adhésion insidieuse à l'UE», case postale 54, 8416 Flaach
info@eu-no.ch, CCP: 85-126820-7, www.eu-no.ch

RANGE ROVER EVOQUE CONVERTIBLE

LE PLAISIR DE LA CONDUITE À CIEL OUVERT.

LAND ROVER

ABOVE & BEYOND

Land Rover présente le premier SUV cabriolet premium du monde. Grâce à son système d'infodivertissement InControl Touch Pro et à ses technologies innovantes, le nouveau Range Rover Evoque Convertible se sent parfaitement à l'aise en ville.

Testez-le dès maintenant et profitez de notre séduisante offre de leasing.

landrover.ch

3.9%*

FREE SERVICE
4 ans/100'000 km

*L'action est valable du 07.07.2016 au 30.11.2016 (immatriculation jusqu'au 20.12.2016 en Suisse) pour tous les modèles Range Rover Evoque Convertible de la marque Land Rover en cas de financement par MultiLease AG. Exemples de leasing: Range Rover Evoque Convertible 2.0 TD4 SE DYNAMIC, 150 ch, consommation mixte: 5.7 l/100 km, 149 g de CO_2/km (Émissions Ø CO_2 de tous les véhicules proposés en Suisse 139 g/km), équivalence essence: 6.4, catégorie de rendement énergétique: D, prix de vente net recommandé CHF 57'900.–, rabais 5% CHF 2'895.–, acompte 10% CHF 5'501.–, mensualité de leasing CHF 678.45. Taux d'intérêt annuel effectif: 3.97% (durée 48 mois ou 10'000 km/an), casco complète obligatoire non comprise. Acompte facultatif (avec adaptation correspondante des mensualités). L'octroi du crédit est interdit s'il entraîne un surendettement du consommateur. Sous réserve de modifications. Prix TVA incluse. Free Service: 4 ans ou 100'000 km, selon la première éventualité.

CONCOURS UDC
DU 1ER AOÛT

Félicitations aux vainqueurs!

1ère place

Patrick Hafner

Visite du Palais fédéral en compagnie d'un parlementaire de l'UDC

2ème place

Marielle Gallay

2 Tickets pour la lutte suisse à Estavayer-le-Lac

3ème place

Michael König

Dîner avec un parlementaire de l'UDC

Pour l'anniversaire de la Suisse, l'UDC a organisé un concours avec de superbes prix!

Nous vous avons demandé des photos de votre 1er août et avons sélectionné les 3 meilleures parmi de nombreuses photos reçues.

Retrouvez toutes les photos sur notre page Facebook (facebook.com/UDCch).
Merci encore à tous pour votre participation!

Vivre la politique sous un autre angle?

Travailler au secrétariat général de l'UDC Suisse

Le secrétariat général de l'Union démocratique du centre (UDC) cherche pour le 1er octobre ou une date à convenir un/une

Secrétaire romand(e) (100%)

Votre profil:

- diplôme universitaire ou d'une Haute école spécialisée ou doté d'une solide expérience en communication, journalisme ou à l'organisation de campagnes
- intérêt à la politique suisse
- expression aisée par oral et par écrit
- talent d'organisation et contact facile
- indépendance, précision, efficacité et volonté à l'effort
- expérience du travail pratique dans une section de l'UDC souhaitée
- bonnes connaissances de l'allemand

Vos tâches:

- responsabilité de coordination avec les sections romandes
- rédaction d'articles et de positions écrites
- coordination des campagnes politiques en Suisse romande
- conseils et travaux de documentation pour le Groupe parlementaire romand
- planification et exécution de projets aussi en vue des élections 2019

Si vous aimez travailler de manière indépendante et créative, vous êtes exactement la personne qu'il nous faut. Nous nous réjouissons de recevoir – aussi par courriel – votre candidature écrite avec les documents habituels à l'adresse suivante:

Gabriel Lüchinger, secrétaire général UDC Suisse, case postale, 3001 Berne
Courriel: luechinger@udc.ch; informations supplémentaires: 031 300 58 58